

Un an après Charlie

GIL DELANNOI

Il y avait un peu moins d'un an que des massacres fanatiques avaient été commis à la rédaction d'un hebdomadaire satirique et dans une épicerie cacher, et, une fois encore, des attentats ont frappé Paris, simultanés cette fois et ciblés sur des lieux de loisir : un stade, des cafés, des restaurants, des terrasses et une salle de concert. Pour comprendre cette séquence parisienne, mesurer l'ampleur de ce désastre national et réfléchir sur quelques aspects largement restés dans l'ombre, il faut remonter trois ans dans le temps jusqu'aux meurtres antisémites commis par Merah et même jusqu'à Carpentras, vingt-cinq ans plus tôt.

G. D.

Des événements et une question

VOICI un bref rappel des faits dans un ordre rétrospectif. Le 13 novembre 2015 à Paris, 130 personnes sont massacrées. La cible clairement affichée est la capitale française, la France, l'Occident, un mode de vie.

Ces attaques simultanées contrastent avec les meurtres des 7 et 8 janvier 2015 par leur étendue et par la pratique kamikaze de certains assaillants. L'absence de cible précise parmi la population française enfin distingue cette deuxième vague d'attentats. La revendication des actes par l'*État islamique* (ou EI ou ISIS) situé en Irak et Syrie confirma que les plaisirs et les divertissements d'une grande ville occidentale étaient visés en tant que tels. C'était évident rien qu'en observant qui étaient les victimes et où elles se trouvaient.

La cible est un certain hédonisme français ou ce qu'il en reste.

Un an auparavant, les caricaturistes de *Charlie Hebdo* avaient été tués pour blasphème envers l'islam puis des Juifs par antisémitisme dans une épicerie cacher. L'assassinat d'une policière venait ajouter une attaque contre la République. Le bilan était de 20 morts.

Remontons au 11 mars 2012 à Toulouse. Un mystérieux meurtrier avait assassiné un parachutiste français d'origine marocaine après l'avoir attiré dans un piège en simulant une vente de moto. Les meurtres similaires du 15 mars à Montauban font deux victimes, des militaires qui retiraient de l'argent d'un distributeur automatique. Cette fois, l'invocation d'Allah par l'assassin lors des meurtres ne laisse guère de doutes sur ses motivations. Celles-ci éclatent au grand jour le 19 mars à

Toulouse lorsqu'il entre dans une école juive, y abat un professeur et trois enfants, de trois, six et huit ans. Identifié peu après, l'assassin franco-algérien, Mohamed Merah, est encerclé puis tué lors d'un affrontement avec la police le 22 mars. Ses victimes étaient choisies pour leur naissance ou leur fonction. L'un des militaires abattus était musulman. Avant de mourir les armes à la main, Merah confiera aux policiers son plaisir d'avoir assassiné ses victimes et sa certitude d'aller au paradis. Plusieurs membres de sa famille, son père, vivant en Algérie, puis sa mère et sa sœur en France, se déclareront fiers de ses actes.

Rappelons maintenant les réactions publiques à ces divers événements dans le même ordre rétrospectif. Le massacre du 13 novembre 2015 a provoqué une émotion considérable dans le monde entier. Les couleurs tricolores ont été affichées sur les cinq continents, plus vite qu'à Paris (passons sur ce point qui mériterait une analyse particulière). Il y eut dans cette réaction une compassion pour Paris et pour la France et un hommage à la liberté et l'hédonisme qu'ils symbolisent. Il y avait aussi une crainte grandissante d'assister à une multiplication mondiale des mêmes massacres. Les événements de Paris, à ce stade, étaient le point culminant d'une série de meurtres jihadistes, les uns sporadiques en France au long de l'année 2015, d'autres plus récents et particulièrement meurtriers en Afrique et au Moyen-Orient. Un avion de ligne russe s'était écrasé quelques jours auparavant dans le Sinaï après une explosion en vol. Beyrouth venait de subir un attentat faisant plusieurs dizaines de morts.

La France est spécialement visée, mais personne n'est à l'abri. En décembre 2015 des jihadistes locaux massacrent une dizaine de personnes à San Bernardino en Californie. De plus, l'annihilation d'une partie des terroristes actifs cachés à Saint-Denis le 18 novembre semble, selon la police, avoir empêché juste à temps la réédition d'un massacre de même nature projeté dans un autre quartier de Paris.

L'état d'urgence décrété en France interdit les manifestations. On ne saura donc pas quelles auraient été leur nature et leur ampleur. Le deuil national, la traque de terroristes en fuite, l'abandon de Paris par les touristes créent un climat de tristesse et d'anxiété. Le choc est tel qu'un changement

d'époque semble s'être produit le 13 novembre en France et dans le monde.

Si ce changement avait été diagnostiqué en France dès 2012, comme il aurait dû l'être, des dizaines de vies seraient probablement sauvées. En novembre 2015, la réaction est principalement étatique et politique : perquisitions, arrestations et saisies d'armes illégales, intensification des frappes sur les jihadistes dans leurs bastions syriens et irakiens. Le seul contrepoint populaire à ces mesures de défense et de rétorsion est le recueillement spontané des anonymes place de la République.

Voilà qui est très différent de la réaction, autorisée, encouragée et souvent orchestrée en janvier 2015. On avait assisté alors à une réaction compassionnelle, tentant de conjurer des meurtres en affirmant des principes universels. Le défilé parisien du 11 janvier était un spectacle international où se pressaient nombre de dirigeants étrangers. Des manifestants pacifiques, au nombre d'un million au moins, ont témoigné le même jour leur attachement à la liberté d'expression, à la laïcité française et à la coexistence pacifique des communautés religieuses en France. Fait sans précédent, les forces de l'ordre ont été bien accueillies, parfois même acclamées, par la foule. Loin de tout sentiment de revanche, la tonalité dominante était au sentimentalisme républicain et pacifiste. Mais, en dépit de la taille des foules rassemblées, ce sentiment était loin d'être général. La minute de silence à la mémoire des victimes ne fut pas respectée dans toutes les écoles de France. De nombreuses voix, et bien au-delà des seuls musulmans, ont condamné en même temps les meurtres et les caricatures, en les mettant plus ou moins sur le même plan. Un sociologue hargneux prétendit démontrer que les manifestants sentimentaux haïssaient tous l'islam sans le savoir. Cette prétention pseudo-scientifique, indifférente à toute réalité politique, n'a rien à dire sur la faiblesse du ressentiment et l'absence de slogans hostiles aux assassins dans ces manifestations. Un regard supérieur croit pouvoir plonger en profondeur dans les cerveaux et les cœurs pour dire sa vérité à un peuple d'aliénés.

Après l'émotion, les manifestations et les beaux discours sur *Charlie Hebdo*, peu de mesures concrètes ont été prises. La mesure même de l'événement ne l'a pas été. A-t-on

sérieusement cru que ce type de plaie puisse être soigné avec quelques doses d'instruction civique et de morale républicaine ? Il semblerait même, à entendre certains, que les « premières victimes » furent les musulmans, bien que les menaces contre eux soient restées symboliques et ne firent aucune victime. Comprenez qui pourra. Ce discours victimaire sans victimes recueille d'ailleurs l'assentiment de la plupart des représentants de l'islam en France.

Il est indispensable de distinguer les sujets. *Charlie Hebdo* se situe dans une séquence particulière, la séquence Rushdie commencée par une attaque contre la liberté d'expression en 1989 quand fut mise à prix la tête du romancier. Invoquer le désastre des interventions américaines en Irak pour expliquer les meurtres de *Charlie Hebdo* n'a aucun sens. Le Koweït n'avait pas été envahi et annexé par les troupes irakiennes quand Rushdie fut menacé de mort. La question de la liberté d'expression, en général, et sur l'islam en particulier, était posée bien avant la légitime libération du Koweït et bien avant l'inepte déstabilisation « pro-démocratique » du Moyen-Orient par des amateurs de *Freedom fries*.

Les meurtres de l'épicerie cacher, comparés à *Charlie*, s'inscrivent dans une tout autre séquence. Le motif n'est ni culturel ni religieux, mais raciste. La chose est assez peu dite, parfois concédée, et rarement affirmée. Sur l'épicerie cacher, l'adjectif « antisémite » dans certains commentaires paraissait un euphémisme du mot « raciste » inemployé. « Raciste » serait-il réservé aux crimes et aux pensées de droite, d'origine occidentale ? Manuel Valls fit exception en déclarant à l'Assemblée nationale que si les Juifs étaient poussés à quitter la France ce serait là l'échec de la Révolution française qui les avait émancipés.

La mollesse, la pauvreté ou la confusion de nombreuses réactions en janvier 2015 venaient-elles de la surprise ? Ne trouvait-on aucun précédent à ces événements ? Bien sûr que si, il y en avait, précédents dans le crime et, plus encore, dans l'absence de réaction qu'il avait suscité. Mais trois ans auparavant, en effet, il aurait été difficile d'infliger à des manifestants protestant contre les crimes

racistes de Merah qu'ils étaient au fond « islamophobes », car de manifestants il n'y en avait tout simplement pas. Quelques marches silencieusement endeuillées ont tenu lieu de manifestations. Revenons donc sur cet événement de 2012 contourné et oublié autant que possible. Ce déni de 2012 se résume en une question. Comment se fait-il qu'après trente ans d'antiracisme officiel, d'antiracisme militant, d'antiracisme académique, d'antiracisme médiatique, d'antiracisme pédagogique, d'antiracisme bipartisan, comment se fait-il qu'une série de meurtres absolument caractéristiques du racisme, exactement tel qu'il fut défini après la victoire sur les nazis au tribunal de Nuremberg, tuer des enfants pour leur appartenance ethnique et religieuse, et uniquement parce qu'ils ont le tort d'être nés, comment se fait-il qu'un antiracisme devenu depuis vingt ans attentif au moindre dérapage verbal n'ait pas déclenché une protestation massive, populaire, universelle contre ces faits inouïs en France depuis l'occupation nazie ? Et, si cet antiracisme bureaucratique informe et partial ne l'a pas fait, pourquoi donc les dirigeants de droite et de gauche, de droite ou de gauche, ne l'ont-ils pas fait à sa place ?

Bourreaux et victimes

Apporter une réponse à cette question exige une dernière remontée dans le temps. La question est encore plus évidente si l'on compare la réaction publique aux crimes antisémites de Toulouse à celle qui suivit la profanation d'un cimetière juif vingt-deux ans plus tôt à Carpentras.

Autour du 9 mai 1990 des sépultures y avaient été profanées. Un corps avait été déterré. Le 14 mai, trois jours après la révélation des faits, une immense manifestation dans Paris réunissait des centaines de milliers de manifestants. Mitterrand, président de la République en fonction, quitta son palais pour aller saluer le cortège. Cette manifestation de réprobation morale et de soutien aux Juifs français avait une indéniable légitimité républicaine et nationale. Chose étrange : son itinéraire emprunta le parcours traditionnel des défilés de la gauche et des syndicats. Un itinéraire national plus consensuel n'aurait-il pas été plus approprié ? Toutes les sensibilités politiques « républicaines » étaient présentes

dans le défilé. Il ne manquait qu'une seule sensibilité politique et elle n'est pas tenue pour républicaine. Il est vrai qu'elle était, en plus, tenue pour responsable. Les coupables étaient, à ce moment, inconnus et pourtant désignés : Le Pen, le Front national, leurs « idées ».

Comparée à cette mobilisation intense et solennelle, l'insolite passivité qui succède aux crimes de Toulouse n'en est que plus frappante. La disproportion des réactions signifierait donc qu'une profanation de cimetière est pire qu'un meurtre d'enfants ? Ou l'explication est-elle d'une autre nature ? Car, à Toulouse précisément, les coupables (personnes et motifs) étaient connus mais ne furent en aucun cas désignés, sinon avec réticence. Pour dénoncer des actes relevant du racisme le plus caractérisé, il régnait alors comme un embarras à mentionner un meurtrier franco-algérien fanatisé ainsi que son motif, un islamisme antisémite et peu franco-philie.

L'asymétrie est donc parfaite. Merah tue des enfants dans une école. Cela est affreux de tous les points de vue, selon les critères de Nuremberg ainsi que, un demi-siècle plus tard, pour le multiculturalisme ambiant, mais non, rien ne se passe. Cette faille morale et politique sera difficile à surmonter.

Résumons : après Carpentras est désigné un coupable non prouvé et la réprobation publique est poussée au maximum possible. Après Toulouse le coupable connu n'est désigné qu'avec discrétion, voire des excuses, et les manifestations publiques de réprobation sont minimales. Au beau milieu des attentats de Toulouse, cette asymétrie était déjà perceptible dans l'attente politique et médiatique qui fut palpable avant que soit révélée l'identité du meurtrier. Avec une belle incompetence, les meurtres de militaires furent attribués à un supposé assassin d'extrême droite, en raison, semble-t-il, de l'identité des victimes et sans égard pour leurs fonctions militaires. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être un spécialiste de l'extrême droite pour savoir que celle-ci ne hait point les parachutistes. L'attente déçue révèle les passions à l'œuvre. Quelle déception ce fut pour certains de ne pas tomber sur le bon coupable. Au moins, la nature raciste de ses ultimes crimes aurait-elle pu les réveiller ? Tuer des enfants dans une école. Nullement.

Pour bien comprendre l'intérêt de ces tristes comparaisons, je suggère une petite expérience de pensée. Reconfigurez, s'il vous plaît, ces événements passés tels qu'ils se seraient produits si l'une ou l'autre de ses composantes avait été différente. Oubliez l'assassin réel et envisagez les meurtriers plausibles : si le meurtrier s'appelle, non pas Mohammed, mais Jean-Paul et Dupont, combien de manifestants dans la rue, à votre avis ? Un million, au bas mot, paraît un seuil plausible. Difficile d'en dire davantage. Ce pouvait être une manifestation de gauche désignant Sarkozy et les drapeaux tricolores de sa campagne électorale comme responsables, ou encore une manifestation nationale contre le racisme antisémite supposé consubstantiel à la France, ou bien les deux à la fois.

Mais supposons maintenant que ce Jean-Paul Dupont soit militant du Front national. Combien de millions de manifestants ? Quelle mesure pouvait être à la portée de l'événement ? L'interdiction du parti populiste ? À coup sûr, nous aurions assisté à une mobilisation antivichyste et antihitlérienne. Tout autre scénario n'est guère crédible. Cette fois, il y a tout lieu de penser que les critères de Nuremberg ne seraient pas restés dans les tiroirs des commentateurs et des acteurs politiques.

J'en déduis que le paramètre décisif dans ces réactions et manifestations n'est pas le crime mais la nature des bourreaux et des victimes. Le progressisme, car je vais utiliser ce mot, faute de mieux, ce progressisme, et, bien au-delà, son domaine d'influence, n'est donc ni antisémite ni indifférent. Il n'est même pas, c'est là le plus intéressant, antiraciste. Il est tout cela à la fois mais *selon et seulement selon* la personne des bourreaux et des victimes. « Un crime est un crime » est incompréhensible pour ce conformisme-là.

Récapitulons : en 2012, assassinats d'enfants parce qu'ils sont juifs. Crime exemplaire d'après les critères. Mais rien que le service minimum de l'antiracisme. Des dirigeants politiques désinvoltes continuent leur campagne électorale. L'attente déçue d'un crime d'extrême droite se transforme en absence de manifestation à la mesure de l'événement. Rien, en comparaison de Carpentras, tout de même moins grave. Rien contre le tueur de Toulouse, sinon l'argument qu'il ne représentait que lui-

même. Ses idées viennent de nulle part apparemment. Mieux, dans certains journaux éclairés, les explications de son comportement tournent à l'accusation de tous ceux qui n'ont pas été capables, depuis sa tendre enfance, de l'empêcher de commettre ses crimes, en ne l'intégrant pas, en ne l'aimant pas, en ne le surveillant pas. Et sa famille est fière de lui.

La rupture nécessaire avec cette bouillie idéologique arrive-t-elle enfin avec les assassinats de *Charlie Hebdo* ? Pas vraiment. Trois types de victimes : journalistes anarchistes, clients juifs d'une épicerie cachet et fonctionnaire de police. Énorme manifestation, impact international mais une suspicion rapide émane d'une partie des penseurs vigilants et des commentateurs spécialisés. Les uns trouvent que la manifestation aurait été bien moindre si l'épicerie seule avait été visée sans le préalable de *Charlie*. Pour eux le soutien à *Charlie* empêche de voir l'indifférence qui eût accompagné la répétition des crimes de Toulouse dans l'épicerie cachet. L'indifférence à l'antisémitisme caractériserait la France, mais c'est exagéré puisque l'antisémitisme est considéré comme atroce pourvu que le bourreau soit le bon. Dans un autre registre, d'autres confirment que la manifestation n'est pas unanime et parfois s'en réjouissent. Au fond ils voudraient voir disparaître ce genre de journal. Ou au moins ils reprochent aux organisateurs de la manifestation ses aspects trop peu multiculturalistes, bien qu'ils ne fassent nullement porter cette responsabilité à ceux qui refusent de s'y associer.

C'est une fois encore l'élucidation de la bêtise idéologique et de la partialité politique par George Orwell que ces différentes réactions exigent. Le progressisme en général et la gauche en particulier n'ont toujours pas tiré les leçons du siècle orwellien. Les mêmes réflexes désespérants, typiques de la pratique de la double morale, perdurent. Deux poids, deux mesures. Le crime est absolu quand la victime est un faible et le criminel un puissant. Le crime est minimisé quand la victime est un dominant (ou décrété tel) et le criminel un dominé (ou supposé tel). Bref, le vieux progressisme n'a rien appris, et le plus jeune rejoue la même comédie, avec « la diversité » en plus comme passion et slogan.

Les sources intellectuelles de cette immoralité profonde et persistante sont un vieux

fond bolchévique enrobé d'une couche de science sociale contemporaine, celle qui excuse le dominé et accuse le dominant, et cela quoi que l'un ou l'autre fassent. Le camp progressiste (majoritaire à gauche, non négligeable à droite) continue, après la leçon largement ignorée du désastre communiste, à faire une distinction entre les bourreaux acceptables et les monstres absolus, bien que les crimes commis soient similaires. S'y ajoute une distinction entre les victimes innocentes issues de la domination, victimisées même pour une indécence verbale envers elles, et les favorisés, nantis ou « majoritaires », ceux-ci ne pouvant jamais avoir aucune excuse.

Comme les crimes du communisme sont reconnus de loin, méconnus en détail et nullement commémorés, le recyclage des mêmes dénis est possible. Cette amnésie permet une reproduction des vieux schémas rhétoriques. Tout critique, tout adversaire est considéré fasciste ou faisant le jeu du fascisme ou, au minimum, dégoûtant réactionnaire. La tentation de la censure est grande chez les vigilants les plus purs. Cette méthode est si banale qu'elle s'étend des sujets les plus graves, dont il est question ici, jusqu'aux débats sur l'art « contemporain ». Cette rhétorique sert à tout.

À mon sens Orwell doit être nommé progressiste et non réactionnaire, mais passons, car si vous voulez échapper à l'infamant stéréotype du « réactionnaire » alors il vous faut adopter comme règle de jugement la maxime suivante : selon que vous serez dominant ou dominé, les jugements idéologiques vous feront plus ou moins coupable. *Si vous êtes dominant, tout vous accuse, si vous êtes dominé, tout vous excuse.*

Cette distinction globale entre dominant et dominé est pauvre, binaire, souvent inadéquate. Cette sociologie simpliste ne voit guère que la vie humaine évolue dans différentes dimensions où les rôles peuvent s'inverser. Sur l'exemple ici concerné, elle suppose, à tort, une adéquation entre musulmans et dominés et entre non-musulmans et dominants, distinction qui est très grossière et parfois mensongère, mais supposons néanmoins que cette dichotomie soit parfaite, précise et justifiée, cela ne changerait rien à l'affaire, parce que le plus inadmissible n'est même pas qu'on emploie une telle dichotomie mais la conséquence qu'on en tire. Admettons donc cette

dichotomie. La dissymétrie qui en est tirée sous forme de jugement à géométrie variable est immorale.

J'admets volontiers qu'on soit plus exigeant moralement avec les puissants, les privilégiés, les instruits. Ce peut être par respect ou par jalousie, par doute de soi ou par ressentiment, mais peu importe. L'attitude symétrique est, en revanche, profondément immorale, car partielle, paternaliste, condescendante, méprisante et narcissique. L'excuse des crimes des dominés est partielle par sa disproportion là où la justice doit être égale pour tous. Elle est, plus encore, injuste, méprisante, d'une part, envers tous les défavorisés qui ne sont ni haineux, ni violents, ni systématiquement négatifs et auxquels aucun crédit ne peut plus être accordé pour leur douceur, et d'autre part envers les haineux, les violents, les meurtriers puisqu'ils sont considérés comme des êtres indignes de se voir appliquer les critères moraux applicables à l'humanité ordinaire. Ils sont donc traités, de façon paternaliste, comme des êtres de qui on ne peut exiger l'ordinaire ni attendre le minimum vital. Des enfants gâtés, au sens où toute sévérité les concernant est immédiatement suspecte.

Enfin, selon les mêmes principes et les mêmes déductions, l'immoral est à son comble quand, par ces mêmes raisonnements, les victimes cessent d'être victimes et deviennent demi-coupables ou, du moins, des cibles tenues pour responsables de leur malheur. Le tour est joué. Quand le dominant agit mal, il agit super-mal et quand le dominé agit mal, il agit ainsi parce qu'il y a des raisons générales qui dépassent sa responsabilité. Quand le dominant est victime, il ne l'est qu'à demi. Quand le dominé est victime, il l'est deux fois davantage.

Ce progressisme-là reproduit, de manière dissimulée, le paternalisme qu'il prétend condamner dans les générations passées,

notamment dans le colonialisme. Il traite les uns comme des inférieurs par définition et les autres comme des présumés coupables. Or tout être humain a le droit à une égale dignité et cette dignité consiste aussi à être tenu également responsable de ses actes, mais seulement de ses actes.

Une seule règle devrait s'appliquer, c'est que la violence n'est jamais admissible, même la violence verbale. On pouvait penser que les exemples de Gandhi, Martin Luther King ou Mandela participeraient à cette leçon. C'était optimiste. L'idée que toute cause se grandit en étant non violente n'a même pas aujourd'hui l'approbation publique de ceux qui ont la parole fréquente.

J'ai voulu, pour l'instant, rappeler les faits dans leur aspect incontestable. C'est une étape indispensable avant toute discussion. La pointe du paradoxe a été atteinte quand on a vu que des actes absolument racistes échappaient quasiment au discours antiraciste ordinaire. De façon moins circonstancielle, nous avons retrouvé l'écoeuvante distinction entre types de bourreaux et types de victimes. Ces éléments, parmi d'autres, définissent une faille intellectuelle, morale et politique, qu'il faudra continuer à explorer, si possible pour la surmonter.

Pour l'expliquer plus avant, il faudra analyser ce persistant refus de connaître tout un dernier siècle de tragédie politique. Il faudra combattre cette persistante manie de ne le comprendre que de travers, en le simplifiant à l'extrême. Il faudra revenir sur ces mots qui empêchent de penser et, plus amplement, sur ces totems et tabous, si familiers à tant d'esprits qui, et c'est ce qui est le plus inquiétant, s'en croient dépourvus. *À suivre.*

GIL DELANNOI